

RÉSOLUTION ADOPTÉE

RÉSOLUTION DU PPE SUR LA CRISE EN COURS AU VENEZUELA



PAR LE CONGRÈS DU PPE ORGANISÉ À ZAGREB (CROATIE)
LES 20 ET 21 NOVEMBRE 2019

Résolution adoptée par le Congrès du PPE organisé à Zagreb (Croatie) les 20 et 21 novembre 2019

Résolution du PPE sur la crise en cours au Venezuela

La crise tragique et évitable que connaît le Venezuela continue d'empirer. Depuis leur arrivée au pouvoir en 2013, Nicolás Maduro et son régime corrompu ont ruiné le pays et appauvri sa population à coups d'incompétence et de criminalité. Ils font abstraction de la constitution vénézuélienne, minent ses institutions démocratiques et violent constamment les droits humains fondamentaux. Plusieurs milliers de personnes ont été tuées des mains des forces de sécurité extrajudiciaires, agissant au nom du régime, sans possibilité de recours judiciaire pour leurs familles. Plus nombreuses encore sont celles qui subissent des intimidations systématiques. Les opposants politiques sont persécutés, emprisonnés, voire tués. La torture est monnaie courante.

Au Venezuela, plus de 7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, 3,7 millions souffrent de malnutrition, 94 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, dont 62 % dans une extrême pauvreté, et 70 % des enfants ne sont pas scolarisés. Plus de 4,3 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays et plusieurs autres millions pourraient faire de même dans les prochains mois. Nombre de citoyens sont décédés par manque de médicaments, d'eau, d'électricité et d'essence.

Le PPE, ainsi que le groupe PPE au Parlement européen, l'Internationale démocrate centriste, l'Union démocrate internationale et de nombreux autres partenaires soutiennent fermement et clairement la population vénézuélienne et l'opposition démocratiquement légitime au régime de Maduro. Les résolutions du PPE du 5 septembre 2017 et du 4 février 2019 ont particulièrement mis en lumière les abus du régime au pouvoir et exigé la fin de toute persécution politique ainsi que la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Nous avons déclaré l'élection présidentielle organisée le 20 mai 2018 au Venezuela comme démocratiquement illégitime et, en janvier 2019, nous avons reconnu Juan Guaidó comme président par intérim. Nous soutenons l'organisation d'élections libres et équitables dès que possible. Nous avons appelé l'UE à prendre des sanctions ciblées contre le régime de Maduro tant qu'il continue de violer les libertés fondamentales de sa population et de bloquer tout progrès vers la restauration de la démocratie et de l'État de droit.

Le 16 juillet 2019, la Commission européenne et le Conseil européen ont publié une déclaration soutenant la reprise des négociations facilitées par la Norvège à la Barbade et réclamant la tenue d'élections libres et équitables – ajoutant en outre qu'« au cas où les négociations en cours ne se traduiraient pas en résultats concrets, l'UE continuera d'étendre ses mesures ciblées ».

Le 18 juillet 2019, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution – déposée conjointement par le Secrétaire général du PPE Antonio López-Istúriz, le vice-président du PPE Antonio Tajani et 14 autres membres du groupe PPE – « [réaffirmant] son soutien sans réserve au président par intérim légitime Juan Guaidó » et « [invitant] le Conseil à prononcer des sanctions supplémentaires visant les autorités de facto responsables des violations des droits de l'homme et de la répression ». La résolution stipule que « les autorités de l'Union doivent restreindre les mouvements de ces personnes, et geler leurs avoirs et visas, ainsi que ceux de leurs plus proches parents ».

En août 2019, la délégation de Maduro a suspendu sa participation aux négociations. Le 17 septembre 2019, le groupe PPE au Parlement européen a réaffirmé son soutien à l'application de sanctions supplémentaires au vu de la mauvaise foi du régime de Maduro quant à sa participation aux négociations. Le 29 septembre 2019, l'UE a annoncé de nouvelles sanctions contre sept individus, portant le nombre total de hauts fonctionnaires visés à 25.

Le PPE réitère son soutien à ces mesures. Nous savons que Nicolás Maduro se sert depuis longtemps des négociations avec l'opposition et avec les médiateurs internationaux comme tactique pour gagner du temps. Par conséquent, nous appelons l'UE à continuer de faire pression sur le régime en annonçant clairement que de nouvelles sanctions sont encore en préparation contre les décideurs qui encouragent le régime de Maduro à supprimer les normes démocratiques du pays et profitent du vol de ses ressources. D'autres sanctions devraient être dûment imposées si Maduro poursuit ses violations et ses tactiques dilatoires. Le PPE exige qu'une stratégie régionale soit établie afin de soutenir les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, y compris les territoires de l'UE et en particulier les îles caribéennes néerlandaises d'Aruba et de Curaçao, qui font face à l'exode massif au Venezuela.

Le PPE exige que Maduro reprenne immédiatement les négociations afin de définir un plan clair, concret et opportun pour de nouvelles élections présidentielles. Par ailleurs, pour le bien de son pays, il devrait renoncer à la présidence par un transfert de pouvoir pacifique. Il est impossible d'avoir confiance en sa capacité de présider une élection équitable, qui doit non seulement éviter toute interférence illégale, mais dont le processus et les résultats doivent également être respectés par les citoyens et les observateurs indépendants.

Les citoyens vénézuéliens méritent de tels efforts et ont désespérément besoin d'une telle solution. Le PPE les soutient dans la dénonciation d'un dictateur corrompu et dans la demande de restauration de la démocratie et de l'État de droit dans son pays.

Le PPE condamne les interférences étrangères de pays tels que Cuba, la Chine, la Turquie et la Russie en faveur du régime de Maduro.